



LES SOURCES DE CORRUPTION

Dr Hisham Awartani

*Directeur exécutif du Centre pour le Développement du Secteur Privé,
Autorité palestinienne*

Corruption dans les secteurs public et privé

Cette conférence se concentrera sur les sources de corruption dans les secteurs public et privé dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Comme il convient, je voudrais tout d'abord me concentrer sur la définition de la corruption et identifier ses causes. On supposerait que comprendre ce que signifie réellement la corruption est une condition préalable pour reconnaître les cas de corruption lorsqu'ils surviennent. Selon Transparency International, la corruption est « l'abus de pouvoir reçu en délégation à des fins privées ». Cette définition suggère que les formes de corruption pourraient être trop nombreuses pour être pleinement établies. Bien sûr, comme nous le savons tous, les pots-de-vin, que ce soit en espèces ou en nature, constituent la forme de corruption la plus célèbre et probablement la plus répandue, en particulier dans les pays en développement. Il existe toutefois également d'autres formes graves de corruption, comme le népotisme, que ce soit en faveur de personnes ou de familles, ou le favoritisme, que ce soit pour des motifs politiques, religieux voire régionaux. Une autre forme largement répandue est l'abus de biens publics, tels que les voitures. Dans certaines communautés, l'extorsion et le chantage sont également monnaie courante et constituent évidemment une forme particulièrement grave de corruption.

Causes de corruption : les causes liées à la demande

Voici donc en ce qui concerne la compréhension de ce à quoi pourrait ressembler la corruption. Qu'en est-il de ses causes et facteurs prédisposants ? Évidemment, les causes varient d'un cas à l'autre, mais en général, les causes de la corruption peuvent être classées en deux grandes catégories : celles liées à la demande et celles liées à l'offre. Dans la première catégorie, elles englobent un éventail de facteurs socioéconomiques lugubres tels que la pauvreté, l'ignorance et un taux de chômage élevé. Dans certains cas, la corruption est favorisée par l'offre limitée de services publics, qui peut pousser les gens à recourir à des moyens détournés pour accéder à ces services : ils offrent des pots-de-vin aux responsables. Un autre facteur pourrait être la présence de fortes disparités de revenus entre les membres d'une même communauté.

Le problème de la corruption dans la conduite des affaires

Une autre cause très fréquente, liée à la demande, survient lorsque les hommes d'affaires recherchent des services vitaux par des voies corrompues. Dans certains cas, il se peut que les services demandés soient illégaux ou que ceux qui demandent ces services ne soient pas éligibles pour en bénéficier. Dans les deux cas, de nombreux hommes



d'affaires obtiennent les services dont ils ont besoin simplement en payant pour les avoir. Il s'agit évidemment d'une violation très grave de l'éthique des affaires. Elle peut prendre différentes formes mais on parle en général de pots-de-vin. Dans les affaires, une forme très répandue de corruption consiste à payer des pots-de-vin lors des appels d'offres. L'ironie veut que ces types de paiements illégaux se cachent souvent sous des noms plus respectables les décrivant comme des commissions ou des frais de conseil, mais il est clair qu'en réalité il s'agit simplement de pots-de-vin. Il est pourtant choquant d'admettre que ces pratiques sont de plus en plus répandues et qu'elles font même leur apparition dans les affaires internationales. En fait, on remarque que dans certains cas, les conseils d'administration des grandes sociétés et les directeurs généraux vont jusqu'à recruter des personnes en fonction de ce qu'elles seraient prêtes à faire pour se plier aux caprices du conseil d'administration et de la mesure dans laquelle elles pourraient se salir les mains dans des opérations financières et bancaires douteuses.

Causes de la corruption: les causes liées à l'offre

Telles sont donc les causes liées à la demande, mais qu'en est-il des causes liées à l'offre ? Une fois encore, elles sont nombreuses. L'une des causes les plus répandues dans le secteur public est que les employés du secteur public sont sous-payés. Ils sont terriblement sous-payés dans certains pays et leurs salaires sont trop bas, surtout lorsqu'on les compare à ceux du secteur privé. Ainsi, de faibles revenus poussent certains agents publics vers la corruption. Cela se remarque, en particulier, aux plus hauts échelons du gouvernement, et dans le secteur privé, cela donne une bonne excuse aux travailleurs aux plus bas échelons d'en faire autant, qu'ils travaillent dans le secteur public ou privé.

Autres facteurs contributifs

Des institutions de contrôle faibles sont un autre facteur. Il s'agit d'un élément très important car il facilite la corruption. La corruption est également grandement facilitée par un système judiciaire faible et non indépendant, ou par des organes législatifs inefficaces voire inexistantes, comme c'est le cas à l'heure actuelle en Palestine. L'absence d'organisations de la société civile efficaces est un autre facteur prédisposant, ce qui est le cas dans la plupart des pays de la région MENA, à l'exception toutefois de la Palestine. Je pense en effet que la Palestine a une société civile dynamique, bien plus que tout autre pays de la région MENA.

Obstacles culturels et systémiques

En plus des problèmes que nous avons soulignés, qu'ils soient liés à la demande ou à l'offre, il faut également reconnaître qu'il y a des problèmes découlant de certaines distorsions dans les cultures locales et les systèmes politiques dans ces pays. (Du fait de ces distorsions), ils sont devenus plus vulnérables à la corruption. Par exemple, pour que vous compreniez de quoi il s'agit, des connexions familiales fortes et des allégeances



tribales sont des causes importantes de corruption dans de nombreux pays de la région. L'allégeance du travailleur du secteur public à sa famille, sa tribu, le rend plus vulnérable à la corruption.

Autres facteurs contribuant à la corruption

La prédominance de médias qui ne sont ni efficaces ni libres est un autre facteur clé. Les pays de la région, ici encore à quelques rares exceptions près, en particulier la Palestine, n'ont pas de presse libre, quelle qu'en soit la définition. Une distorsion culturelle très sérieuse, qui est plutôt spécifique aux pays du Golfe - j'hésite à en nommer un - est le sentiment bien ancré de propriété. Dans ces pays, les familles au pouvoir détiennent la richesse du pays. C'est incroyable, c'est absurde, nulle part ailleurs dans le monde les dirigeants ne détiennent la richesse. Je pense qu'il s'agit d'un facteur important, d'un facteur culturel, qui rend ces pays plus vulnérables à la distorsion.

Coût de la corruption

Voici donc pour ce qui est des causes de la corruption. Qu'en est-il du coût de la corruption? Il est incontestablement élevé et présente de nombreuses facettes. La liste suivante n'est qu'une liste partielle de la récolte amère. Pour commencer, au niveau de l'entreprise, la corruption entraîne une perte de revenus et conduit à une utilisation inefficace des ressources rares. À un niveau plus large, elle entraîne une détérioration sociétale, qui peut prendre plusieurs formes, comme la frustration, le désespoir et des formes survivalistes généralisées de comportement. Le deuxième devient comme le premier, et le but est de survivre. Ces distorsions ont eu un impact énorme sur l'éthique du travail : elles ont entraîné une perte d'intérêt et un ralentissement du rendement chez les travailleurs du secteur public. Par ailleurs, et c'est probablement le plus important, elles ont eu des conséquences dévastatrices sur le climat d'investissement dans ces pays.

L'impact dévastateur de la corruption

La principale conclusion ici est que la corruption a un impact dévastateur non seulement sur le climat d'investissement, mais également sur la stabilité politique d'un pays. Nous avons constaté qu'à cause de la corruption, ces régimes sont devenus de plus en plus paranoïaques et que leur niveau de corruption ne fait qu'augmenter. Ils commencent à faire des compromis sur la démocratie car ils mettent en place des réformes qui, en réalité, n'en sont pas. Ils s'enfoncent de plus en plus profondément dans la corruption et cela ouvre la voie à des allégeances mesquines et à des rapports types de renvoi d'ascenseur dans la société. Avec ce type de récolte amère, on devrait s'attendre à ce que la corruption conduise finalement à l'agitation sociale et aux bouleversements politiques.



Comment lutter contre la corruption

Passons à présent à un sujet plus positif, la lutte contre la corruption. Nous avons parlé des conséquences de la corruption. Comment lutter contre la corruption ? Commençons par le secteur public : il faut tout d'abord un engagement clair et ferme au niveau des dirigeants. Il s'agit d'une base indispensable de toute stratégie anti-corruption, quel que soit le pays, car il contribue à mettre en place des institutions appropriées, à adopter les cadres juridiques nécessaires et à encourager une culture anti-corruption crédible.

L'engagement au plus haut niveau, comme vous le savez, est important mais il ne suffit pas. Une autre condition préalable vitale consiste à supprimer les éléments favorisant la corruption. Nous parlons ici d'un large éventail de politiques et de mesures.

La nécessité d'une meilleure gouvernance du secteur public

Il faut tout d'abord améliorer la gouvernance dans les institutions publiques, en particulier dans celles qui fournissent les services publics et octroient les permis. Cela devrait notamment générer une transparence et une responsabilité des institutions publiques. Un autre objectif politique consiste à éliminer, ou du moins réduire, les distorsions dans l'échelle des salaires des fonctionnaires car, comme nous l'avons constaté auparavant, cela favorise la corruption. Un autre élément indispensable de la recette, ou stratégie, anti-corruption est la mise en place de programmes efficaces visant à s'attaquer à la pauvreté et à minimiser les disparités de revenus. La lutte contre la corruption requiert également la mise en place d'institutions de surveillance appropriées, tels que des commissions parlementaires de surveillance, ou des bureaux ou comités financiers et administratifs de surveillance, selon le nom qu'ils portent dans chaque pays. Ces institutions devraient jouer un rôle central dans le processus de surveillance. L'activation du rôle des auditeurs internes dans les institutions publiques est tout aussi importante ; il s'agit d'un élément très important.

La nécessité d'un système judiciaire efficace

Les organismes de surveillance seront toutefois inutiles s'il n'y a pas de système judiciaire efficace. Le blanchiment dans la réforme judiciaire institutionnelle est inutile. Vous pouvez avoir les meilleurs bâtiments de tribunaux, les meilleurs ordinateurs, cela ne suffit pas. Il ne suffit pas de créer un système judiciaire efficace ; vous avez besoin d'un système judiciaire indépendant, d'un système qui soit surveillé en permanence par les médias et les organes législatifs.

Lutter contre la corruption dans le secteur privé

Comme vous pouvez le constater, nous avons parlé jusqu'à présent de la lutte contre la corruption dans les institutions publiques, mais cela ne suffit pas. Nous devons également parler de la réforme dans les institutions privées. Le secteur privé à ses propres obligations et a aussi du pain sur la planche. Les institutions et sociétés commerciales ont



beaucoup à faire à cet égard. Leur principale tâche ici consiste à moderniser leurs structures de gouvernance d'entreprise et à respecter l'éthique moderne des affaires et de la gouvernance. Plus important, cela devrait générer un engagement clair envers la transparence financière et administrative, y compris la mise en place d'un système efficace d'audit interne, qui est en fait considéré comme la première ligne de défense de ces institutions. Le rôle des auditeurs externes est également essentiel. Ces derniers devraient être qualifiés et, c'est probablement plus important, ils devraient avoir un mandat approprié, à savoir qui leur est donné par des assemblées générales et non des directeurs exécutifs. Il est également important que les auditeurs externes appliquent les normes internationales reconnues, pas seulement les normes locales.

Conclusion

Permettez-moi de terminer en insistant sur une grande conclusion. Afin de parvenir au résultat de réforme souhaité, c'est-à-dire la lutte contre la corruption, nous devons mettre en place des réformes fondamentales. Les bases du paquet de réformes consistent à avoir une véritable éthique des réformes dans la société, pas seulement une recette mécanique des choses à faire. La communauté des affaires doit développer une culture des réformes et y croire ; dans le cas contraire, le processus de réforme sera indéfiniment bloqué. Je vous remercie.

Les points de vue exprimés par l'auteur sont personnels et ne reflètent pas nécessairement les opinions du Centre international pour l'entreprise privée. Le Centre international pour l'entreprise privée autorise la reproduction, la traduction et/ou la l'utilisation en salle de classe des documents disponibles sur le site web du Development Institute du CIPE dans la mesure où (1) l'auteur original et le CIPE sont dûment mentionnés comme source, et où (2) le CIPE est avisé de la publication des documents et en reçoit une copie à son bureau de Washington

*Center International pour l'Entreprise Privée
1211 Connecticut Ave NW • Suite 700 • Washington, DC 20036 • USA
Tél: (202) 721-9200 • www.cipe.org • vourriel: education@cipe.org*